

La fracture culturelle interface de la fracture numérique ?

Par Ahmed MOATASSIME

Des trois grandes révolutions culturelles qui ont changé de fond en comble la face du monde - à savoir, l'*écriture*, l'*imprimerie* et le *numérique* - c'est cette dernière invention qui semble, le plus, modifier les approches cognitives et étendre instantanément ses tentacules sur toute la planète, au bénéfice des plus forts et au détriment des plus faibles. Un tel décalage à l'intérieur des Nations en général et entre le Nord et le Sud en particulier, ne cesse de produire donc ce qu'il est convenu d'appeler une « fracture numérique » propre à cette industrie de l'information sous ses trois dimensions : informatique, télécommunicationnelle et audiovisuelle.

Dès 1997 à l'UNESCO un *Rapport mondial sur la communication* estime que, « à l'aube du XXI^e siècle, les Etats-nations reçoivent de plein fouet le choc des nouvelles technologies, des réseaux planétaires et de la globalisation. Au centre de ce bouleversement, une nouvelle galaxie cyber s'organise et forme son propre espace-temps. Elle présente la vision d'un univers virtuel qui enjambe les continents, contourne les législations nationales et crée de nouveaux repères politiques et culturels. Elle annonce une autre culture fondée principalement sur le virtuel et le planétaire et se réfère plutôt au non-linéaire, au multidimensionnel et à la transdisciplinarité. Ces grands changements, sans commune mesure avec ce qui a été vécu par l'humanité jusqu'ici, modifient les rapports de pouvoir à l'échelle internationale et échappent complètement à l'intelligibilité et au contrôle des Etats. », explique ce document, dans sa conclusion, pour qualifier cette toile d'araignée planétaire.

C'est ce qui conduit à un questionnement incontournable, traversé par des appréciations divergentes que prolongent des interrogations prospectives.

I – UN QUESTIONNEMENT INCONTOURNABLE

En effet, alors que le monde industrialisé avance à pas de géant dans ses acquisitions technologiques les plus prometteuses comme les plus destructrices, les deux tiers sinon les trois quarts de l'humanité peinent encore à faire face aux besoins de première nécessité : sanitaires, nutritionnels, éducatifs, sociaux et *culturels*. Bien que ce dernier besoin revête parfois un caractère symbolique, il n'en constitue pas moins le ciment autour duquel s'agglomèrent ou butent tous les autres, dont l'apparence en fait un révélateur d'une fracture Nord-Sud généralisée à laquelle le numérique ne peut échapper.

On peut se demander cependant, *en quoi* la fracture culturelle constitue-t-elle un interface de la fracture numérique ? – *Pourquoi* la culture, en tant qu'émanation symbolique de l'expression humaine dans ses fondements matériels et intellectuels, psychologiques et éthiques, façonne-t-elle les comportements sociaux ? – Et dans *quelles conditions* peut-elle se développer ou se régénérer pour promouvoir une dynamique salvatrice, structurer les personnalités et endiguer les dérives afin de lutter plus efficacement contre toutes les fractures, et plus particulièrement la fracture numérique ?

Ce sont là quelques questions qui méritent sans doute un débat particulier, nourri de multiples apports, avant de pouvoir y répondre aussi objectivement que possible.

Mais d'abord, *pourquoi la culture* ?

- Parce qu'elle est l'aboutissement de toute initiative de communication et parce que sans la compréhension de sa complexité, nulle approche du numérique, ni même de l'Autre, ne serait possible. J'ajouterais une définition que j'avais proposée à la 43^e

Conférence mondiale de l'éducation, tenue au Bureau International de l'Education (BIE) à Genève, à savoir qu'une démarche pluridisciplinaire et pluridimensionnelle nous conduit à considérer la culture comme l'émanation de représentations symboliques qui émergent des productions humaines dans tous les domaines de la vie matérielle et intellectuelle, individuelle ou sociale, scientifique ou technique. Elle repose sur un développement permanent de systèmes de valeurs primaires ou résultat de comportements et attitudes spécifiques et/ou universelles. La culture semble donc, comme l'éducation à certains égards, assurer deux fonctions apparemment contradictoires mais complémentaires. Une fonction statique dans la reproduction des symboles et modèles de la société à laquelle on appartient mais aussi dynamique dans la remise en cause possible de ces mêmes symboles et modèles.

Mais à un moment où les dimensions de la terre se rétrécissent chaque jour davantage par l'extraordinaire révolution technologique et la rapidité de plus en plus grande des moyens de locomotion, le problème de la communication entre les hommes se pose en revanche avec une acuité sans précédent. Non seulement à l'intérieur des mêmes frontières mais aussi et surtout à l'échelle mondiale. L'éducation reste nationale. La langue dominante est toujours nationale. Le bien-être social se réfère à la moyenne nationale. Seule la pauvreté, comme l'explosion de la violence, apparaissent ainsi autant de lieux communs les mieux partagés au niveau planétaire. Ils risquent, si l'on n'y prend garde, d'être le moteur négatif de la mondialisation. D'autant que le « Rapport 2004 sur le développement humain » rappelle par anticipation, dans un avant-projet, la difficulté de pouvoir faire accéder les 1,3 milliards de personnes les plus pauvres à des services sociaux de base comme la santé, la nutrition et l'éducation, avec un revenu quotidien qui n'excède guère un dollar. Et il se demande combien de Terriens peuvent avoir accès à Internet, lorsqu'on sait que 3 milliards d'entre eux vivent avec moins de 2 dollars par jour, à l'heure de la mondialisation.

II – DES APPRECIATIONS DIVERGENTES

Pourtant, à en croire la « Lettre d'Information », juillet 2000, émanant du ministère français de la culture et de la communication, les nouvelles technologies, considérées comme un moteur principal de la mondialisation, pourrait être un fondement essentiel d'un progrès partagé et « leur développement pense-t-on constitue une véritable révolution : l'émergence de la société de l'information, c'est l'émergence d'un monde nouveau, dématérialisé, décentralisé, immédiat, interactif et global. Pour les pays en développement, les technologies de l'information peuvent représenter un formidable outil de lutte contre la pauvreté. Sur tous les plans : éducation, formation, culture santé, voire en matière d'accès aux marchés financiers, de croissance économique et d'emploi. » affirme ainsi ce document.

Cette vision optimiste est cependant tempérée par Aminata Traoré, ex-Ministre de la culture du Mali et auteur de « Viol de l'imaginaire » : « On a imposé aux économies africaines, dit-elle, un rôle de soutien à la création de richesses au Nord. (Après la traite des Noirs), la colonisation a été présentée comme une amélioration (...) . Mais c'est une ponction qui s'est avérée beaucoup plus efficace : la production alimentaire a été détournée de la satisfaction des besoins de la population, on a inscrit la logique marchande dans le tissu social et les rapports humains . » rappelle Mme Aminata Traoré. (cf. « Pour » n°79 – mars 2002).

Et, dans le même ordre, Edgar Morin regrette que « l'idée de développement, même réputé « durable », donne pour modèle notre civilisation en crise, celle-là même qu'il faudrait réformer. Elle empêche le monde de trouver des formes d'évolution autres que celles qui sont calquées sur l'Occident. Elle empêche de générer une symbiose des civilisations, qui intégrerait le meilleur de l'Occident (les droits de l'homme et de la femme, les idées de démocratie) mais en exclurait le pire. Le développement est lui-

même animé par les forces incontrôlées qui conduisent à la catastrophe. » affirme Edgar Morin (cf. « Le Monde » du 1/1/2003).

Plus optimiste, Abdoulaye Wade, président du Sénégal, estime que, « entre les marges se trouve l'espace de la société d'information standard qui peut être raisonnablement accessible à toutes les sociétés humaines si les pays les plus développés sont animés d'un esprit de solidarité (...). Et les immenses richesses scientifiques et artistiques que la société des hommes accumule dans les bibliothèques depuis des milliers d'années pourront, grâce au numérique porteur de savoir, être partagées, au Nord comme au Sud » écrit le président sénégalais (cf. « Le Monde » du 7 mars 2003).

III – INTERROGATIONS PROSPECTIVES

Il reste cependant, au Sud, à dominer tout au moins trois paramètres :

- *Le premier est exogène* ayant trait à la puissance organisatrice verticale. Il se traduit généralement, sur le terrain, par une compétitivité féroce des médias et techniques de l'information entre un Sud sous-équipé et ouvert à tous les vents, d'une part et, d'autre part, un Nord industriel et dominateur qui, par son « arrosage » médiatique satellitaire, distribue à tout venant ses images, ses idées, sa manière d'être et son idéologie, souvent incompatibles avec les valeurs identitaires fondamentales, susceptibles de présider à l'édification d'un monde en mouvement. Il en résulte parfois de graves destructurations de la personnalité, de nature à atteindre les populations les plus démunies et les plus sensibles. Il s'agit de ces jeunes désœuvrés que des circonstances humiliantes transforment en « émigrés clandestins » si ce n'est en enfants perdus. C'est ce qui explique souvent ce suicide par anticipation que certains d'entre eux – attirés par les mirages de l'abondance nordique – encourent en bravant les mers et dont témoignent toujours des sépultures sauvages qui longent les deux rives d'une Méditerranée, autrefois berceau des civilisations.

- *Le deuxième paramètre*, qui en est le corollaire, est *endogène*. Il touche au contenu informationnel horizontal et aux enjeux culturels qu'il met en œuvre, aussi bien dans la (re)structuration de la personnalité que dans la conservation et le renouvellement de l'héritage socio-historique partagé, ainsi qu'aux déterminants géopolitiques générés par des rapports de force internationaux de plus en plus incertains. A cet égard, l'éducation apparaît comme une planche de salut incontournable. Mais, bien qu'un progrès notable ait été accompli dans ce domaine par la plupart des pays du Tiers-Monde, il reste à évaluer et à améliorer son rendement, aussi bien sur le plan quantitatif et qualitatif que structurel et communicationnel. Quantitativement, les déperditions scolaires sont nombreuses et seuls 1 à 2 enfants, sur la cohorte d'une centaine d'élèves entrés en même temps à l'école sont susceptibles d'atteindre l'enseignement supérieur. Qualitativement, la situation n'est guère plus brillante, tirillée qu'elle est – tout au moins pour la formation civique et éthique – entre une tradition essoufflée et des modèles extérieurs impropres à l'importation. Structurellement pourtant, un effort salvateur semble avoir été fait, grâce à l'aide internationale, pour atténuer les disparités entre villes et campagnes, garçons et filles. Mais les disparités sociales n'ont pas disparu pour autant d'une école élitiste héritée de la colonisation. Elles se sont au contraire accentuées, comme c'est le cas au Maghreb et en Afrique. Quant au nœud gardien communicationnel, il a été et demeure le plus difficile à dénouer, dans la mesure où – pour une « ouverture » hypothétique sur l'extérieur – les enfants sont noyés, dès leur tendre enfance, par un apprentissage précoce et simultané de langues étrangères dont ils ne retiennent que quelques bribes. C'est ce qui conduit souvent à cet « alphabétisme multilingue » dont j'ai analysé, par ailleurs, le processus et les conséquences. Il s'ajoute ainsi à l'alphabétisme fonctionnel, dans une seule et même langue (la leur) , qui frappe encore

les deux tiers des adultes et plus de la moitié de la population scolarisable au niveau mondial.

- Enfin, à l'*intersection* de ces deux lignes de force perpendiculaires – l'exogène et l'endogène - un *troisième paramètre* qui, découlant des deux précédents, leur sert d'adjuvant et de support principal. Il s'agit en l'occurrence de la *communication langagière*, pivot central et véhicule incontournable de toute approche numérique et culturelle. Or, le déficit qui caractérise une telle dimension ne concerne pas uniquement le sens Nord-Sud, mais il se rapporte aussi, et peut-être plus, au sens Sud-Nord, comme le montre l'exemple euro-méditerranéen. Dans le sens Nord-Sud, l'Europe – comme d'autres pays riches – s'impose ainsi par sa technologie, son économie, son savoir faire, ses langues et ses cultures. C'est ce qui s'opère souvent au prix d'une « solidarité » conditionnelle qui ne profite, le cas échéant, qu'aux donateurs et, éventuellement, à une minorité privilégiée sudique, beaucoup plus intégrée dans les sociétés nordiques que dans sa propre société, qu'elle est censée servir. Et, dans le sens Sud-Nord, ce dernier n'en retient du Sud qu'une case vide, déficitaire, il est vrai, techniquement, économiquement, socialement, politiquement et démocratiquement. Mais on oublie que ce « partenaire » est excédentaire culturellement, comme c'est le cas sur toute la longueur de la rive sud méditerranéenne et sur sa profondeur africaine. Ces pays restent les seuls, par rapport aux pays riches, à faire l'effort nécessaire pour apprendre les langues et cultures de l'Autre nordique, souvent au détriment des leurs et malgré un coût pédagogique et social particulièrement élevé au regard de leurs maigres ressources. Ainsi le Sud peut « parler » au Nord. Mais la réciproque n'est pas toujours vraie, malgré les moyens immenses dont dispose le Nord pour apprendre les langues et cultures sudiques. Le Nord semble au contraire se complaire dans ses certitudes, au point de perdre la capacité de pouvoir lire une grille culturelle autre que la sienne, ce qui l'éloigne peu à peu de la notion commune d'une universalité civilisationnelle et humaine partagée.

CONCLUSION

Dans ces conditions, devons-nous considérer la culture comme un simple révélateur d'une situation et se contenter d'en prendre acte ? Ou bien peut-on concevoir la culture comme un régulateur ancestral capable par sa dynamique de forcer le destin si les femmes et les hommes qui la produisent en prennent conscience. Dans un cas comme dans l'autre, la culture paraît comme un talon d'Achille sur lequel tout peut s'écrouler mais aussi comme un enjeu déterminant autour duquel tout peut se construire. Non seulement une solidarité numérique nécessaire, mais aussi une reconnaissance mutuelle bien comprise, et en particulier une intégration Nord-Sud au sens large, qui ne peut se concevoir toutefois qu'à travers une combinaison de plusieurs facteurs : une volonté commune liée à un partenariat dans l'engagement politique, une égalité dans l'échange économique, une convivialité sociale mieux partagée et une réciprocité langagière qui résisterait à l'épreuve du temps et aux intérêts mercantiles...

Ahmed MOATASSIME

Nota Bene :

Ce texte est une synthèse d'une communication faite le 25 août 2003 à l'Université d'Été de Hourtin (Bordeaux-France).

Biblio-sommaire de l'auteur :

- Arabisation et langue Française au Maghreb, Paris, PUF, 1992.
- Francophonie-Monde arabe : un dialogue est-il possible ? Paris, l'Harmattan 2001.
- Langages du Maghreb face aux enjeux culturels euro-méditerranéens (à paraître)
- De nombreuses études et recherches publiées dans différentes revues internationales.

Bio-sommaire de l'auteur :

Ahmed Moatassime a exercé des fonctions d'enseignement bilingue **arabo-français** à tous les degrés de l'éducation au Maroc, élémentaire, secondaire et supérieur, avant d'effectuer de nombreuses missions internationales d'éducation comparée dans différents pays du Tiers-Monde. Il est Docteur en Sciences de l'Education, Docteur en Sciences Politiques et Docteur en Sciences Humaines et Sociales (Sorbonne). Il est Vice-Président de l'Institut Méditerranéen de la Culture et de la Communication à Paris. Il est aussi professeur honoraire des universités au Maroc, chercheur honoraire au CNRS et Directeur de recherches doctorales en Sorbonne.